

## NARENDRA TANEJA

Président de l'Independent Energy Policy Institute de New Delhi, président fondateur du World Energy Policy Summit

### **Valérie Ducrot, directrice exécutive du Global Gas Centre**

Reprenons le débat avec M. Taneja, président de l'Independent Energy Policy Institute de New Delhi et fondateur et président du World Energy Policy Summit. M. Taneja, vous avez la parole.

### **Narendra Taneja**

Cette conférence portant d'abord sur la gouvernance mondiale de l'énergie, je m'efforcerai de rester dans ce thème. Jusqu'à récemment, les principaux dirigeants des pays de l'OCDE, notamment les États-Unis, évoquaient toujours politique énergétique et politique climatique comme les deux faces d'une même pièce, comme dans la déclaration de M. John Kerry à l'occasion de la Conférence de Munich sur la sécurité, lorsqu'il était secrétaire d'État. Or, ces déclarations n'ont plus cours : soit ils déclarent que climat et énergie sont deux questions distinctes, soit ils gardent le silence à ce sujet.

Avec la COP et d'autres plateformes placées sous l'égide des Nations Unies, nous disposons désormais dans le domaine du climat d'une sorte d'une gouvernance mondiale, dotée de structures et de règles. Cependant, nous autres qui venons de pays d'Asie avons l'impression que, dans le domaine de l'énergie, une certaine sorte de gouvernance n'est pas acceptable. Ces douze derniers mois, j'ai fait des propositions en ce sens lors de cinq différentes conférences en Europe occidentale. Je me suis heurté à un mur de silence que je trouve particulièrement perturbant.

Je suis intimement convaincu que la politique et la sécurité énergétiques d'une part, et la politique et la sécurité climatiques d'autre part, sont les deux faces d'une même pièce. Si nous rejetons cela, nous mettons notre avenir en danger. Les pays de l'OCDE, que l'on appelle aussi le Nord, sont prêts à bâtir ce genre de gouvernance pour le climat, mais pas pour l'énergie. Face à toute proposition en ce sens, les plus optimistes du Nord répondent qu'ils disposent déjà d'une Agence internationale de l'énergie. Or, les statuts de l'AIE stipulent que l'Inde et la Chine ne peuvent en être membres et nombreux sont ceux, au sein de l'AIE – certains d'entre vous le nieront peut-être – qui refusent que l'Inde et la Chine en soient membre à part entière. Tel est hélas l'ADN de l'AIE.

Par ailleurs, l'énergie occupe une place primordiale dans le PIB mondial. En Inde, par exemple, le secteur de l'énergie représente environ 23 % du PIB de l'Inde, qui s'élève à 3 500 milliards de dollars sur une base nominale et à 8 600 milliards de dollars sur une base de la PPA. Le pétrole et le gaz représentent à eux seuls environ 15 % et l'Inde dépend

fortement des importations, puisqu'elle importe 86 % de son pétrole et 60 % de son gaz, ainsi que l'uranium nécessaire à son énergie nucléaire et les équipements nécessaires à l'énergie solaire. L'Inde a beau être une puissance émergente en matière d'énergie solaire, 90 % de ses équipements solaires sont importés, principalement de Chine.

La nécessité d'établir une gouvernance mondiale de l'énergie est un sujet récurrent sur lequel je ne cesse d'insister. Certes existent déjà l'OPEP, qui est un cartel, et l'AIE, qui défend les intérêts des pays de l'OCDE, ainsi que quelques autres organismes consacrés aux énergies renouvelables, ainsi que le Forum mondial de l'énergie, et bien d'autres encore. Mais force est de constater que le plus grand défi aujourd'hui est que la plupart des pays de l'OCDE refusent de discuter de cette question. Or, comment construire une quelconque gouvernance mondiale du climat durable en l'absence d'une gouvernance mondiale de l'énergie durable ? Un tel projet est à mon sens voué à l'échec. Quand bien même il serait mené à bien, il se heurterait à de grandes difficultés, celles-là même qui sont apparues avec la guerre en Ukraine.

Mon propos est le suivant : voyez par exemple la crise actuelle. Il n'existe ni gouvernance mondiale de l'énergie, ni plateforme institutionnelle permettant de débattre au niveau mondial de ce problème. Face à la guerre en Ukraine, la première réaction de l'Europe – malgré ce qu'en pensent mes amis – fut d'édifier une sorte de forteresse de l'énergie afin de se protéger. L'Europe ne se soucie que d'elle-même : avec l'envoi d'une impressionnante délégation au Canada, menée par le Chancelier allemand ; avec l'envoi d'une autre en Arabie saoudite ; puis d'une autre au Qatar. C'est ainsi qu'un méthanier destiné au Bangladesh se trouvait ainsi à seulement 200 milles de ses terminaux de destination avant d'être dérouté vers l'Allemagne. Que signifie ce genre de comportement ? Dans un tel contexte, comment pourrions-nous bâtir une gouvernance mondiale du climat durable ? Pensez-vous que la solution est de vous mettre à l'abri dans votre forteresse énergétique ? Dès que l'Inde achète quelques litres supplémentaires de pétrole russe, les récriminations fusent, alors que la Chine, voire l'Europe, qui en importent bien plus, n'essuient pas le moindre reproche.

Le volume de pétrole russe que l'Inde a importé ces 5 à 6 derniers mois est insignifiant : il faudrait cinq ans à l'Inde pour importer autant de pétrole russe que l'Europe au cours des huit derniers mois. Mais on nous impose le silence car « L'Europe, c'est le Nord, l'Europe est riche et n'a de comptes à rendre à personne ». Sauf que l'Europe oublie un détail : toutes les données, les statistiques, les études montrent que le centre de gravité en matière d'énergie se trouve désormais en Asie et non plus dans l'Atlantique. Il suffit d'examiner les données et d'observer où se trouvent la majorité des consommateurs. Alors comment justifier cette approche ? Aucune conversation n'est possible sur de telles fondations. Les conférences auxquelles je participe, notamment en Europe, me font penser à des caisses de résonance : tant que l'on abonde dans leur sens, la conversation est plaisante, mais dès que l'on énonce des vérités sans fard, appuyées sur des statistiques brutes, on se heurte à un mur, ou l'on est simplement ignoré, y compris parfois par le modérateur.

Comment faire pour avoir une conversation honnête ? Ne voulez-vous pas vous préparer au nouveau monde émergent, à la nouvelle sorte de gouvernance mondiale qui commence à apparaître dans le secteur de l'énergie ? L'ordre mondial de l'énergie tel que nous le connaissons aujourd'hui s'est mis en place au début des années 1970. Pour la première fois,

il est sérieusement mis en cause. Quoi qu'il en soit, une conversation sincère s'impose. Transformer l'Europe en forteresse n'est pas une solution viable à long terme. Priver des pays pauvres comme le Bangladesh pour acheter plus de gaz et constituer des réserves ne garantira pas la sécurité de l'Europe à long terme. Ce type d'approche soulève de graves questions.

Ces questions méritent d'être posées et débattues. Il ne sert à rien de rester à discuter entre vous des perspectives permettant de protéger l'Europe et les États-Unis. Il y a environ deux mois, j'ai écouté sur CNN la conférence de presse de M. Stoltenberg, secrétaire général de l'OTAN. Je le dis avec beaucoup de respect, car je le connais personnellement pour avoir longtemps vécu en Norvège : il a battu le record de mentionner l'expression de « sécurité énergétique » neuf fois dans une conférence de presse de 35 minutes. Dans l'une des conférences auxquelles j'assistais récemment, certaines personnes ont exprimé la nécessité de construire un OTAN de l'énergie. Qu'entendent-ils par là ? S'agit-il de planifier le transfert sur une autre planète des 6 à 6,7 milliards de personnes qui vivent dans le Sud ? Comment feront-ils ? Ce n'est pas sérieux. Nous devons discuter franchement et bâtir notre futur énergétique de manière réaliste.

Pour en revenir à la transition énergétique, de quoi s'agit-il ? En quoi ce concept est-il nouveau ? Cette transition est à l'œuvre en Inde depuis déjà 200 ans : l'Inde est un pays de grande tradition ferroviaire, avec des locomotives fonctionnant d'abord au bois, puis au charbon, puis à l'électricité. Nous envisageons désormais d'utiliser du GNL partout où cela est possible. Il convient en réalité de considérer une pluralité de transitions énergétiques, qui varient selon la situation réelle de chacun sur le terrain. L'Allemagne effectue sa transition à un certain rythme, ce dont je me réjouis. La Norvège y parviendra sans doute encore plus vite. Cependant, en Inde et dans bien d'autres pays, ce processus prendra plus de temps. L'Allemagne a créé un modèle énergétique dont elle s'est ensuite vantée dans le monde entier, lors de maintes conférences. Pourquoi n'en entendons-nous soudain plus jamais parler ? Tel est le type de questions que nous aimerions poser.

Les narratifs sur l'énergie et sur le climat pullulent. Mais voyez qui les élabore. Les pays de moindre puissance se voient contraints de les accepter sans débattre. Lors du Sommet de Paris sur le climat, 60 pays qui s'opposaient à une certaine résolution ont changé d'avis du jour au lendemain. On imagine aisément comment un tel retournement a pu se produire. Ce que j'essaie de dire c'est que, en matière d'élaboration de narratifs globaux sur le climat et l'énergie, l'ensemble du processus a besoin d'être démocratisé. Actuellement, il est exclusivement détenu par le Nord. Je reconnais que les groupes de réflexion y sont excellents et que l'on y trouve d'innombrables sociétés de conseil privées. Mais c'est bien une seule et même planète que nous partageons ! Il nous faut davantage de consultations ! Nous devons aider les pays en voie de développement, la plupart de bien moindre taille que l'Inde et la Chine, à développer cette capacité, afin de disposer enfin d'un processus plus démocratique pour élaborer ce narratif mondial. L'ensemble de ce processus nécessite beaucoup plus de démocratie.

À mes yeux, le climat et l'énergie sont aujourd'hui les deux plus grands défis de l'humanité. C'est pourquoi le processus, dans sa totalité, doit être démocratisé. Par ailleurs, il me semble qu'à cet égard les temps sont mûrs, que votre pays soit du Nord ou du Sud, très riche ou très

pauvre. Un nanti peut connaître la misère dans 50 ans. D'après PwC, l'Inde pourrait devenir une économie de 32 000 milliards de dollars d'ici 30 ans. Le monde change vite. Les férus d'histoire savent que de l'an 100 avant J.-C. jusqu'en 1826, l'Inde et la Chine étaient les plus puissantes économies mondiales, et représentaient environ 53 % du PIB mondial. Tout a certes basculé lorsque l'Inde est devenue une colonie britannique, mais qui peut prédire comment seront les choses dans 30 ans. Quoi qu'il en soit, il importe que ces narratifs soient élaborés collectivement.

Un dernier point me tient à cœur : au niveau mondial, il existe maintes organisations intergouvernementales dans toutes sortes de domaines – santé, éducation, commerce, etc. – ce dont il faut se réjouir. Elles sont indispensables. Dans le domaine du climat également, un tel cadre est en cours d'élaboration. Alors pourquoi n'en faisons-nous pas de même à propos de l'énergie, qui est l'élément le plus critique ? Pourquoi n'existe-t-il aucune organisation intergouvernementale mondiale consacrée à l'énergie, de sorte qu'en cas de crise, comme à l'issue de la guerre en Ukraine, nous puissions disposer d'une sorte de Conseil de sécurité de l'énergie, permettant de débattre ensemble des problèmes et d'éviter à l'Europe de se transformer en forteresse aux dépens de pays démunis comme le Bangladesh ?

Je vous soumets cette idée, et je propose de lancer un débat entre pays du Nord et du Sud, ou entre le Nord et le Sud, afin de créer une nouvelle organisation dédiée à l'énergie et qui, avec tout le respect que mérite l'AIE, soit véritablement intergouvernementale et mondiale, et dont le siège se situe de préférence dans un pays ou une région qui corresponde au nouveau centre de gravité réel de l'économie mondiale. Je le dis en toute bonne foi, après avoir soigneusement ignoré les notes que j'avais pourtant préparées, et bien que je me rende compte être souvent en minorité. Mais après tout, nous sommes ici en Asie, le nouveau centre de gravité, en toute objectivité. J'espère vous avoir convaincus, et dans le cas contraire, j'aurai au moins la satisfaction d'avoir évoqué ces sujets. Je vous remercie pour votre attention.

### **Valérie Ducrot**

Je vous remercie pour votre intervention pertinente. Y a-t-il des réactions ou des questions à ces remarques ? Monsieur, nous vous écoutons.

### **Franklin Servan-Schreiber, co-fondateur et PDG de Transmutex**

Je vous remercie pour votre réflexion sur le Sud et le besoin d'une gouvernance mondiale. J'aimerais préciser que les réunions de la COP, qui consistent en un dialogue entre tous les pays, ont été un échec terrible étant donné que, depuis qu'elles existent, la concentration de CO2 dans l'atmosphère ne cesse de croître d'année en année. Avant de parler de dialogues et de gouvernance, ne devrions-nous pas nous intéresser d'abord à l'innovation et à la part du Sud dans de nouvelles innovations énergétiques ? Il me semble que c'est un point essentiel. Lorsque j'ai contacté le Bhabha Research Institute for Nuclear Energy, en Inde, ils m'ont répondu qu'ils ne pouvaient pas collaborer avec une entreprise privée, seulement avec une entreprise publique. Je n'ai jamais rencontré ce genre de difficulté ailleurs qu'en Inde. Je me permets donc de vous retourner la question : si vous voulez que le Sud contribue à trouver des solutions, vous devez changer votre façon d'aborder l'innovation, et pas seulement les dialogues. Ce d'autant plus que l'Inde dispose d'immenses ressources, notamment



intellectuelles, reconnues dans le monde entier. Mais les processus décisionnels à l'œuvre en Inde font obstacle à l'innovation de diverses manières, en particulier dans le domaine de l'énergie, et plus spécifiquement de l'énergie nucléaire, qui constitue pourtant un élément de solution. Merci.

### **Narendra Taneja**

Je tâcherai de répondre rapidement. Tout d'abord, mes propos concernent le monde dans sa globalité, et pas seulement de l'Inde. Mais pour en revenir à votre remarque, je suis tout à fait d'accord concernant l'innovation dans le Sud et le Nord. Ces aspects me sont familiers, et ayant vécu neuf ans en Europe, je connais bien le Nord, où je me rends souvent. Vous avez mentionné le Bhabha Atomic Centre, qui a ses particularités. Néanmoins il existe bien d'autres entreprises privées actives dans le domaine de l'énergie nucléaire. Si vous le souhaitez, je vous donnerais quelques recommandations. Le Bhabha Institute a une politique qui lui est propre, sans doute car il est le plus ancien de son genre, et qu'il a été créé à une époque où chaque projet indien dans le domaine de l'énergie, même à visées pacifiques, suscitait l'opposition de nombreux pays. Cet institut a donc une dimension historique particulière, qui lui confère une approche un peu datée. Il est toutefois loin d'être le seul institut du genre en Inde, qui est un vaste pays, au sein duquel cet institut ne représente qu'une infime parcelle. Mais je vous accorde que cette parcelle a besoin d'évoluer et je me charge volontiers d'en parler au ministre concerné.

### **Valérie Ducrot**

Je vous remercie. M. Pflüger, vous vouliez ajouter quelque chose ?

### **Friedbert Pflüger, directeur du European Cluster for Climate, Energy and Resource Security (EUCERS) à l'Université de Bonn, fondateur associé de Strategic Minds Company GmbH**

Je m'appelle Friedbert Pflüger, je suis allemand, et je pense que M. Taneja a tout à fait raison pour plusieurs raisons. Les États-Unis, et cela n'a pas encore été dit ici, ont adopté l'Inflation Reduction Act, une loi sur la réduction de l'inflation, assortie d'un budget de 370 milliards de dollars, à investir dans les technologies neutres pour le climat, qui seront donc subventionnées. Cette loi va créer une situation où toutes les innovations technologiques, qu'elles soient nucléaires ou de CSC, seront inévitablement aspirées par les États-Unis. Nous observons déjà ce phénomène avec les e-carburants et l'hydrogène. Des projets élaborés dans d'autres régions du monde se déplacent désormais aux États-Unis, attirés par ce programme colossal.

Je partage votre crainte d'une forteresse Europe. Il était plus tôt question du GNL. L'Allemagne assume une grande part de responsabilité dans les problèmes actuels, car elle n'a rien fait pour réduire sa dépendance au gaz russe, simplement parce que cela servait les intérêts de l'économie allemande. C'était même le seul moyen de survivre pour une industrie allemande très énergivore, le GNL américain ou d'ailleurs étant bien trop cher. Sans le gaz russe, l'industrie allemande n'aurait pas pu rester compétitive. Nous sommes donc largement responsables de cette situation. Et à présent – ce de manière parfaitement injuste, comme



vous le disiez – nous absorbons tous le GNL disponible sur le marché mondial, car nous pouvons payer plus cher que le Bangladesh ou l'Égypte.

L'Europe absorbe ainsi tout le GNL disponible dans le monde. Quelles seront les conséquences ? Ces pays lésés devront de nouveau recourir au charbon, avec les effets néfastes que l'on connaît sur le climat et sur les relations internationales, à cause de ce sentiment croissant d'injustice. Lorsqu'ensuite des Allemands et des Européens, comme M. Timmermans le vice-président de l'Union européenne, se rendent à la COP 27 de Sharm El-Sheikh pour donner des leçons aux autres pays sur la protection du climat, alors que c'est justement par leur faute que ces pays sont obligés de revenir au charbon, cela est parfaitement inacceptable. Je comprends donc très bien comment fonctionne cette approche selon moi erronée, qui consiste à isoler la question du climat, et à imaginer qu'il est possible d'établir des objectifs annuels ambitieux par secteur, sans tenir également compte des implications pour le secteur de l'énergie dans sa totalité. Je salue donc votre intervention, M. Taneja, et je pense comme vous qu'il faut fonder une organisation dédiée à la fois au climat et à l'énergie. Personne d'autre que vous ne l'aurait mieux dit.

**Narendra Taneja**

Je vous remercie.

**Valérie Ducrot**

J'ajouterais, M. Pflüger, qu'il faudrait également inclure le secteur privé dans ce dialogue, car chacun sait que sans lui, rien n'aboutit.